

Pas d'espoir de paix sans justice

Category: International

écrit par jmfouquer | 4 mars 2025

Plus de 230 juristes, avocats, juges et professeurs de droit du monde entier se joignent aux experts et rapporteurs de l'ONU pour qualifier juridiquement les crimes commis à Gaza de « génocide ». Ils rappellent ainsi les obligations légales des États. Ce texte contribuera à la préservation du droit international.

Pas d'espoir de paix durable sans justice : des juristes du monde entier se mobilisent pour que le crime de génocide soit reconnu

Par ***un collectif de juristes***. Tribune publiée le 4 mars 2025, par le [***Club de Mediapart***](#).

« Plus jamais ça ». Au lendemain de la libération du camp d'Auschwitz, dont nous fêtons les 80 ans, la communauté internationale a établi des règles de droit pour empêcher de nouvelles atrocités de masse et obliger les auteurs de ces actes à rendre des comptes. Pourtant, « nous assistons à un génocide qui se déroule sous nos yeux » écrivait, le 28 octobre 2023, Craig Mokhiber, l'ancien directeur du bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU, dans sa [***lettre publique de démission***](#).

« J'ai travaillé lors des génocides contre les Tutsis, les musulmans bosniaques, les Yézidis et les Rohingyas. [...] En tant que juriste spécialisé dans les droits humains, avec plus de trente ans d'expérience dans ce domaine, je sais bien que le concept de génocide a souvent fait l'objet d'exploitation politique abusive.

Mais le massacre actuel du peuple palestinien, [...] ne laisse aucune place au doute ou au débat. [...] Il s'agit d'un cas typique de génocide ». Raz Segal, historien israélien et directeur du programme sur l'Holocauste et le génocide à l'Université de Stockton aux États-Unis, parle encore d'« [un cas d'école de génocide](#) ». Un nombre important de rapports et d'enquêtes d'experts, de [comités](#), et de [rapporteurs](#) spéciaux des Nations Unies corroborent cette conclusion.

Si [le cessez-le-feu de janvier](#) laisse entrevoir la fin des massacres systématiques à Gaza, [l'histoire](#) enseigne que [la paix](#) durable ne peut être construite [sans justice](#). Il est donc impératif de ne pas y laisser mourir aussi le droit international, en commençant par qualifier correctement les crimes commis par Israël au regard de ce droit. Des dizaines de juristes, avocats, juges, et professeurs de droit du monde entier se joignent aux experts et rapporteurs de l'ONU pour affirmer dans cette tribune qu'il convient de [qualifier ces crimes de génocide](#), et rappeler ainsi les obligations légales des États dès lors qu'il existe [un « risque sérieux » de génocide](#).

[...]

Pour lire la suite de la tribune « [Pas d'espoir de paix durable sans justice](#) »